

[Text]

about now are somewhat higher income sub-Saharan African countries where we continue to make development assistance loans as opposed to grants and where development assistance debt continues to be incurred.

The Chairman: Are these development loans the type which when first granted are for a very long period anyway—50 years or something like that?

Mr. Coleman: Yes.

The Chairman: So if you allow even for the most modest level of inflation, they really work themselves down to almost nothing before they are due for repayment anyway.

Mr. Coleman: That is correct.

The Chairman: I am not trying to be facetious. I am merely putting it in layman's terms. So you are now forgiving interest on that amount for 15 years? The gentleman sitting on your right is shaking his head in the negative.

Mr. Coleman: I should say that in most cases no interest was applied to those loans.

The Chairman: There was no interest applied in the first place?

Mr. Coleman: The terms were zero interest rate, a 10 year-grace period and a 50-year repayment schedule.

The Chairman: So, the loans, in the first place, were the closest thing one could get to grants?

Mr. Coleman: Very close.

The Chairman: So, putting them off for another 15 years, or whatever you might do, is simply confirming the original intent?

Mr. Coleman: I think that is a fair inference, Mr. Chairman.

The Chairman: I am not trying to put those words directly into your mouth because you are trying to be precise.

Mr. Coleman: The amounts are not enormous but can be fairly significant for the country's concerned.

The Chairman: Yes, \$700 million is a great deal of money if you multiply it by 10 and apply it to the United States.

Mr. Coleman: And, naturally, Mr. Chairman, we are hoping that other countries will follow suit.

The Chairman: Of course this, being confined to Africa, is particularly appropriate because a witness who appeared before the committee has said that African debt should be looked at as an aid problem and not a debt problem.

Mr. Wilson: Which is one of the key reasons our ODA will be in the form of a grant in the future rather than in the form of concessional loans.

The Chairman: I see. I did not know that.

Mr. Wilson: That was part of the same announcement.

[Traduction]

s'agit ici des pays africains sub-sahariens à revenu un peu plus élevé, auxquels nous continuons d'accorder des prêts en vue du développement, au lieu de subventions, et qui continuent donc à contracter des dettes en vue de cette aide au développement.

Le président: Ces prêts pour le développement sont-ils tout d'abord accordés pour une longue période disons de 50 ans, ou quelque chose de ce genre?

M. Coleman: Oui.

Le président: Donc, si l'on tient compte d'un niveau d'inflation si modeste soit-il, les emprunts sont réduits à pratiquement zéro avant qu'ils deviennent échus pour le remboursement.

M. Coleman: C'est exact.

Le président: Je n'essaie pas de faire de facétie. Je m'exprime tout simplement dans des termes ordinaires. Vous remettez donc l'intérêt couru sur ce montant pendant 15 années? La personne assise à votre droite secoue la tête en dénégation.

M. Coleman: Je devrais dire que, dans la plupart des cas, aucun intérêt n'a été imputé à ces prêts.

Le président: Aucun intérêt n'a été initialement imputé?

M. Coleman: Le taux d'intérêt était de zéro, les délais de grâce de 10 ans et le remboursement réparti sur 50 années.

Le président: De sorte que ces prêts étaient ce qui se rapprochait le plus d'une subvention?

M. Coleman: En effet.

Le président: De sorte qu'en les différant encore de 15 années, ou quel que soit le chiffre que vous fixiez, vous ne faites que confirmer l'intention originale?

M. Coleman: Je crois que c'est là une juste interprétation, monsieur le président.

Le président: Je n'essaie pas de vous imputer mes paroles; vous essayez d'être précis.

M. Coleman: Ces montants ne sont pas énormes mais ils peuvent amener le pays à s'en préoccuper appréciablement.

Le président: Oui, 700 millions de dollars est une somme importante; il ne peut, pour s'en persuader, que la multiplier par 10 et l'appliquer aux États-Unis.

M. Coleman: Et, naturellement, monsieur le président, nous espérons que d'autres pays enboîteront le pas.

Le président: Et ceci étant, bien sûr, limité à l'Afrique, c'est particulièrement indiqué; car un témoin qui a comparu devant le Comité a dit que la dette africaine devait être considérée comme un problème en matière d'aide et non d'endettement.

M. Wilson: Ce qui est l'une des principales raisons pour lesquelles à l'avenir notre APD se fera sous forme de subventions plutôt que des prêts de faveur.

Le président: Je vois. Je l'ignorais.

M. Wilson: Ce détail faisait partie de la déclaration du ministre dont nous parlions tout à l'heure.